

commando. Par ailleurs, la police est toujours là pour les protéger des réactions des étudiants qui ne goûtent pas leurs opérations de nervis. A Nanterre, ils ne doivent leur salut qu'à la possibilité de se réfugier derrière les boucliers des CRS qui ceinturent le campus. A Assas, dans un quartier quadrillé par les forces de l'ordre, ils ratonnent les militants dans et hors la faculté, les dénoncent aux flics ; à l'intérieur, ils font régner militairement l'ordre de leurs idoles dont ils affichent les portraits : Brasillach, Mussolini, Primo de Rivera...

Même dans ces conditions, ils n'arrivent pas à s'imposer autant que le voudrait le gouvernement. Du moins leurs agressions, les heurts qu'elles occasionnent, permettent au pouvoir d'intervenir ouvertement. Pour répondre à l'« attente » d'une « opinion publique » « émue » par les troubles universitaires, il peut envoyer ses hommes pour rétablir le calme. Les appariteurs musclés sortent de leur cachette rectorale. Cette milice a une double tâche :

— obliger les récalcitrants à passer leurs examens en bouclant dans les amphis les quelques étudiants sages qui veulent à toute force passer leurs épreuves ;

— filtrer tous les étudiants qui rentrent dans la faculté... à l'exception des fascistes dont un sur dix est effectivement inscrit. Cela doit permettre d'établir à l'intérieur un rapport de forces plus favorable pour ces nervis.

Ces efforts se révélant toujours insuffisants et capables, tout au plus, d'exacerber la réaction du milieu étudiant, le gouvernement intervient lui-même.

A Assas, à la suite d'attaques et de provocations fascistes, étudiants et enseignants appellent à une grève qui est massivement suivie. Aussitôt, le rectorat impose à la direction administrative du centre, la fermeture de la faculté. Il est si clair dans ses intentions qu'il ne cherche même pas à défendre messieurs Bourgol et Passet, gens de « gôche » et directeurs administratifs d'Assas lorsque les diplomates d'AF lancent à leur rencontre une campagne diffamatoire et de dénonciation pour délit d'opinion. Malgré l'occupation toute militaire de la faculté par la totalité des nervis qu'ON-GUD compte sur le pavé de Paris (60 à 80 individus), la mobilisation et le mouvement de grève ne désarment pas. Le 12 février, la faculté rouvre. Des équipes d'enseignants et d'étudiants sillonnent les TP et les font débrayer. Le lendemain, les nazillons, de Robert, dit le petit, prétendent tenir un meeting à Assas. Leur bide est mémorable : ils se retrouvent à 60. Lorsqu'ils sortent de leur « réunion privée » par contre, c'est plus d'un millier d'étudiants qui les attendent pour leur crier leur haine anti-fasciste. Ils seront évacués par les flics toujours présents sur le parvis sous la risée de ceux à qui ils prétendaient imposer l'ordre.

A Nanterre, le sort qu'ils connaissent n'est guère plus enviable. Immanquablement, chacune de leurs équipées se termine derrière les cordons protecteurs des CRS et autres forces de l'ordre. Leur échec est si patent que Guichard et Marcellin, interprétant de façon très, très personnelle une déclaration du doyen Ricœur, font investir l'ensemble du campus par leur marée bleue. Juridiquement cela s'appelle une banalisation. Les groupes fascistes se sont révélés incapables de s'acquitter avec succès de la besogne qui leur avait été confiée. Leur utilité a été essentiellement de servir d'alibi à l'invasion policière à Nanterre : il fallait que cesse ce que les services du ministère de